



Syndicat
CGT
Renault Cléon

cgt.renault.cleon@wanadoo.fr
cgt.cleon@renault.com
fax: 01 76 86 78 40

PSA, Renault
Mardi 9 octobre:
tous ensemble au
salon de l'auto !

mercredi 12 septembre 2012

**Le changement indispensable,
C'est nous qui pouvons l'imposer !**

Mardi 9 octobre
Avec les travailleurs de PSA,
Préparons-nous à manifester au Salon de l'auto

Le nombre de chômeurs officiellement recensés vient de dépasser les trois millions. Cela veut dire en réalité près de quatre millions et demi de personnes sans emploi et sans salaire stables.

Pas un salarié qui n'ait, dans sa famille ou parmi ses proches, quelqu'un qui se retrouve dans cette situation ! Pas un seul salarié qui puisse être sûr d'être à l'abri durablement !

Quoi d'étonnant ? Aucune région, aucun département, aucune ville n'échappe à l'hémorragie qui se traduit par des licenciements et des fermetures d'entreprises.

Les suppressions d'emplois sont programmées à Air France, à Sanofi, à Carrefour, chez PSA, chez Doux, à Technicolor. Et combien d'autres qui se préparent ?

Et tout cela, pourquoi ?

Le patronat, mais également le gouvernement, répètent les mêmes arguments usés que leurs prédécesseurs de droite: la crise est d'une gravité sans précédent.

Mais là où le patronat et les dirigeants politiques mentent - au moins par omission - c'est en dissimulant que leur seul objectif, dans cette crise, c'est de préserver, voire d'améliorer encore, les profits des entreprises et les revenus du patronat et des gros actionnaires, quitte à démolir la seule source de revenus pour les travailleurs, à savoir nos emplois et nos salaires.

A quoi bon ces profits qui continuent à s'accumuler ?

Faute d'investissements productifs et de créations d'emplois, ils ne font qu'alimenter les seuls circuits financiers et la spéculation.

On jette des salariés à la rue, on ruine leur famille, en fin de compte dans l'unique but d'enrichir les financiers et d'amplifier la spéculation qui détruit l'économie.

Face à cela, que fait le gouvernement ?

Rien. Sa seule proposition: créer 150.000 contrats d'avenir pour les jeunes d'ici à 2014.

Mais les emplois créés seront précaires et le chômage augmente à un rythme bien supérieur.

Face à la colère des travailleurs de PSA à l'annonce de la fermeture de l'usine d'Aulnay et de la suppression de 8.000 emplois, Montebourg - qui venait tout juste d'endosser les habits de " ministre du Redressement productif " - avait fait mine d'être choqué, reprochant alors à la direction de PSA la distribution de dividendes juteux en 2011 et le rachat d'actions par millions, en affirmant qu'il " *ne laisserait pas faire* ".

Mais en cette rentrée, son ton a changé. Ses reproches sont maintenant adressés aux travailleurs qui veulent se battre. Il appelle les syndicats de PSA à la " *responsabilité économique* " pour ne pas " *affaiblir* " PSA. Autrement dit, les travailleurs de PSA devraient se laisser licencier sans réagir !

Les travailleurs sont prévenus : pour régler leurs problèmes, ils ne doivent pas compter sur le gouvernement, ni pour l'emploi, ni pour le pouvoir d'achat.

Alors que tous les prix continuent à grimper et que les loyers deviennent inabordables, les salaires restent bloqués.

Sachons-le : les "fabricants" de chômeurs n'ont rien à craindre du gouvernement.

Mais nous, nous ne pouvons pas les laisser faire. Nous ne pouvons pas laisser le patronat priver d'emploi de plus en plus de travailleurs et accroître ainsi la misère dans la population.

Collectivement, nous avons la force de nous défendre

C'est notre travail qui fait marcher leur économie. Et c'est uniquement grâce à notre travail que patrons, actionnaires et banquiers continuent à s'enrichir.

Il nous faudra les forcer à puiser dans les profits accumulés et, au besoin, dans les fortunes privées amassées au fil des années sur notre dos, pour dégager les moyens de financer le maintien de nos emplois, l'augmentation de nos salaires et l'amélioration de nos conditions de vie et de travail.

Il ne faut plus les laisser nous "étrangler", de plans de licenciements en fermetures d'usines, entreprise après entreprise.

⇒ **Interdiction des licenciements**

⇒ **Répartition du travail entre tous sans diminution de salaire**

Voilà les seules réponses réalistes pour les salariés et leur survie

De PSA à Renault, une même politique de réduction des effectifs

Depuis l'annonce de la fermeture de l'usine d'Aulnay et des 8.000 suppressions d'emplois à PSA, Renault voudrait passer pour une entreprise ayant fait les bons choix économiques, avec des méthodes plus souples... par rapport aux travailleurs.

Mais c'est oublier un peu trop rapidement la baisse continue des effectifs chez Renault et l'absence d'embauches.

Officiellement, entre 2008 et fin 2011, les effectifs de Renault sont passés de 40.000 à 36.000 salariés, **soit une réduction des effectifs de 10 % en trois ans.**

Fin 2008, au plus fort de la crise d'alors, en quelques semaines, les dirigeants de Renault avaient décidé 3.000 “ départs volontaires ”.

Mais en réalité, la baisse des effectifs avait été beaucoup plus importante puisque l'entreprise n'avait pas hésité, dans le même temps, à licencier des milliers d'intérimaires et de prestataires.

Rien qu'au Technocentre de Guyancourt, où les nouveaux modèles sont conçus, 1.000 prestataires avaient été congédiés, fin décembre 2008.

Actuellement, la direction de Renault réduit au maximum les contrats d'intérim, qui sont de plus en plus souvent renouvelés à la semaine.

L'autre méthode consiste à mettre en place la mobilité interne dans tous les sites.

Ainsi, près de 600 ouvriers de Douai ont été dispersés dans différentes usines. À Flins, par exemple, il y a plusieurs centaines de travailleurs venant justement de Douai ou de Sandouville. Au mois d'octobre, c'est près de 450 ouvriers de Douai qui seront à nouveau détachés dans d'autres usines, comme à Cléon, par exemple.

Et en 2014, il y aura encore des changements puisque la production de la remplaçante de la Laguna devrait être montée à Douai et abandonnée à Sandouville, ce qui inquiète particulièrement les travailleurs de ce site.

Sans complexe, Renault use les ouvriers à la tâche dans une usine alors que dans une autre, il organise le chômage partiel. Partout, sur tous les sites, alors que de nombreux travailleurs partent en DACS ou en retraite, les embauches sont complètement bloquées.

A Cléon aussi, les effectifs diminuent chaque mois ! À Flins, en dix ans, l'effectif a été divisé par deux. Il est passé à moins de 3.000 et la direction y organise la suppression de 371 postes supplémentaires. Quant à l'usine de batteries destinées au véhicule électrique, initialement prévue pour 2012 à Flins avec 500 emplois, il n'y en aura pas et Renault achètera ses batteries ailleurs.

Malgré toutes ces suppressions d'emplois, cela n'empêche pourtant pas Renault de toucher, dès à présent, les aides de l'État pour ce véhicule électrique pas encore sorti.

En fait, la crise s'est révélée comme un prétexte pour diminuer les effectifs, accroître la

productivité et réclamer des aides de l'État. Pendant que Peugeot annonce son intention de fermer une usine pour maintenir ses profits, Renault pratique lui aussi la baisse des effectifs, même quand il ne ferme - pour l'instant - aucun site.

A Sevelnord, PSA ne s'engage pas !

L'usine de Sevelnord, près de Valenciennes, est désormais une filiale à part entière de PSA, puisqu'il a repris toutes les parts de Fiat, suite à la fin de leur partenariat.

Mais depuis plus d'un an, la direction fait du chantage : elle se dit prête à abandonner son projet de fermeture et à lancer la fabrication d'un nouveau véhicule utilitaire, à condition que les syndicats acceptent un " accord de compétitivité " et que les pouvoirs publics lâchent encore 42 millions d'euros de fonds publics !

Fin juillet, seule la CGT a refusé de signer cet accord en parlant de chantage à l'emploi, ce qui est bien le cas. Mais les 3 autres syndicats - la CGC, FO et le syndicat majoritaire SPI-GSEA - ont accepté de le signer.

L'accord prétend porter "*sur l'adaptation des conditions de travail, la pérennisation des emplois et le développement de Sevelnord*". Il prévoit en fait de nombreux reculs :

- ⇒ le gel des salaires pendant deux ans au moins,
- ⇒ la diminution de la majoration du travail du samedi qui passe de 45 % à 25 %,
- ⇒ la baisse de la prime de nuit,
- ⇒ la perte de quatre jours de RTT,
- ⇒ la création de "*l'overtime*", un système qui permet au patron de rallonger la journée de travail en ne prévenant que le jour même, 2 heures avant la fin de la séance de travail, au nom de la "*garantie quotidienne du programme de production*",
- ⇒ la mobilité forcée à l'intérieur de l'usine, ainsi que le prêt de main-d'œuvre à des entreprises extérieures...

Voilà ce que l'on trouve dans les 26 pages de cet " accord " qui ne contient aucun engagement ferme de PSA pour le lancement d'un nouveau modèle. L'accord ne devrait d'ailleurs s'appliquer qu'à la condition que Sevelnord soit choisi par PSA comme le site de production du nouveau modèle.

Les responsables syndicaux, signataires de l'accord, expliquent "*qu'il faut accepter des sacrifices pour sauver l'emploi*".

Mais ce ne sont pas les sacrifices, acceptés ou pas par les travailleurs, qui font qu'il y a ou qu'il n'y a pas de travail. Cela ne dépend que des choix de la famille Peugeot et des actionnaires de PSA qui n'ont qu'une préoccupation: la seule défense de leurs intérêts financiers.

L'accord "Sevelnord" est révélateur de ce que veulent les dirigeants de PSA: aggraver l'exploitation des salariés et récupérer l'argent public pour garantir les profits des actionnaires.

Ce qu'il va falloir faire, c'est tout le contraire : prendre sur les profits des actionnaires et en particulier sur la fortune de la famille Peugeot, pour garantir les revenus de tous les salariés.